

SÉMINAIRE D'EUROPE À INNSBRUCK

3^{ème} SÉANCE DE TRAVAIL : ABUS DE SUBVENTIONS

Exposé de Pedro Antonio MAS CLADERA, Président de la Cour des comptes des Baléares

Résumé

1.- SUBVENTION : IMPORTANCE ET CARACTÉRISTIQUES DANS LE SYSTÈME JURIDIQUE ESPAGNOL

- Décision prise par un agent des pouvoirs publics
- Sans contrepartie directe
- Affectation à un objectif précis, d'utilité publique ou d'intérêt général
- Principes :
 - a) Publicité, transparence, concurrence, objectivité, égalité et non-discrimination
 - b) Efficacité dans la réalisation des objectifs
 - c) Efficience dans l'affectation et l'utilisation des fonds publics

2.- CADRE LÉGAL DU DROIT DES SUBVENTIONS

- Loi générale sur les subventions 38/2003 du 17 novembre
- Décret royal 887/2006 du 21 juillet portant règlement de la Loi
- Loi générale budgétaire 47/2003 du 26 novembre
- Réglementation propre à chaque région autonome

3.- RÉGLEMENTATION EN CAS DE NON-RESPECT: ASPECT ADMINISTRATIF, COMPTABLE ET PÉNAL

A.- ASPECT ADMINISTRATIF: REMBOURSEMENT DES SUBVENTIONS

- a) · Annulation d'approbation : pour une raison quelconque
- b) · Décision de remboursement : motifs, conséquences et procédure
- Décision de remboursement :
 - Motifs :
 - Obtention de subventions par falsification des conditions ou dissimulation d'informations
 - Non-respect de la finalité de la subvention, des conditions ou de la justification des fonds reçus
 - Empêchement ou résistance aux mesures de vérification et de contrôle

- Répercussion du remboursement : obligation de reverser les fonds reçus avec pénalités de retards. Possibilité d'une application simultanée de sanctions administratives et pénales.
- Procédure de remboursement: procédure administrative avec audition préalable de l'intéressé. Possibilité de former un recours contre la décision devant le tribunal administratif.

B.- RÉALISATION D'ENQUÊTES DANS DES PROCÉDURES RELATIVES À LA RESPONSABILITÉ COMPTABLE

- Devant la Section de jugement pour responsabilité comptable de la Cour des comptes espagnole (État)
- L'absence de preuve de la finalité de l'utilisation des subventions constitue une infraction majeure à la responsabilité comptable.
- Obligation d'indemnisation (dommages et intérêts)
- Il s'agit d'une procédure juridictionnelle particulière, compatible avec une mise en jeu de la responsabilité pénale mais non engagée en cas de remboursement.

C.- AGISSEMENTS ENGAGEANT LA RESPONSABILITÉ PÉNALE : PAR. 308 DU CODE CIVIL ESPAGNOL

- Cas:
- a) Obtention frauduleuse
 - b) Utilisation non conforme
 - Montant alloué supérieur à 80 000 euros

- Peine :
- Peine de prison allant de 1 à 4 ans et amende pouvant s'élever à six fois le montant alloué
 - Pour 3 à 6 ans, perte du droit à prétendre à d'autres aides, avantages ou conditions préférentielles en matière fiscale et sociale

Exclusion de responsabilité :

- Remboursement à hauteur de 2 pour cent au-dessus du taux légal (intérêt en sus)
- Avant le début de l'enquête, du contrôle ou de la plainte

Jurisprudence : rarement appliquée

4.- EXEMPLE CONCRET D'UN ÉTABLISSEMENT PUBLIC SITUÉ À MAJORQUE

- Mesures pénales en raison de subventions accordées à différentes associations par des agents publics pendant plusieurs exercices budgétaires
- Charges alléguées: corruption d'agents publics, trafic d'influence et détournement de subventions
- Montant approximatif des subventions : 1 200 000 euros
- Établissement de rapports par la Cour des comptes des Baléares
- Suspension de la procédure par le tribunal chargé de l'affaire (sauf pour certaines justifications de subventions) ; le tribunal provincial doit encore rendre sa décision.